

# COVID-19 : ENTENDRE AUSSI LES VOIX DU SUD



*Préparation de repas pour les enfants de la rue à Guatemala Ciudad (MOJOCA)*

Hélène Capocci

Mars 2020

***Confinement : voici le mot d'ordre donné à pas moins de 3 milliards de personnes dans environ 70 pays pour lutter contre la propagation du Covid-19. S'il est facilement applicable dans le cas où nous avons un toit, un confort de vie et des services publics performants qui nous permettent de faire face à cette situation plus ou moins sereinement, qu'en est-il pour celles et ceux dont la survie dépend avant tout de l'économie informelle et de la solidarité interpersonnelle ? Dans cette analyse, Entraide et Fraternité (E&F) expose la parole de ses partenaires du Sud afin de mieux saisir la signification de cette crise sanitaire dans les régions du monde dont les médias parlent peu.***

Places boursières qui s'écroulent, usines à l'arrêt, secteur bancaire en détresse et entreprises qui demandent le soutien de l'État... La crise sanitaire mondiale provoquée par la propagation du coronavirus montre à quel point notre système économique mondialisé est fragile. Elle rappelle au monde industrialisé qu'il n'est pas à l'abri des épidémies qui, d'habitude, frappent prioritairement les pays les plus pauvres. Si la contamination trouve son origine en Chine, la propagation du virus s'est rapidement orientée vers l'Europe en raison des échanges commerciaux intenses et des allers et venues des cadres, ingénieurs et techniciens... Cette « maladie de riches » est depuis lors devenue une réalité mondiale qui fait peu cas des frontières et des niveaux de vie. La crise sanitaire touche désormais également les pays du Sud, pour qui la gestion de cette situation s'annonce particulièrement critique au vu des moyens réduits des États en général, et des services de santé publique en particulier.

Fuite des capitaux étrangers, perte des revenus liés au tourisme, chute des prix des matières premières... les pays du Sud ont sans doute ressenti les conséquences économiques du Coronavirus avant de diagnostiquer les premiers cas sur leur territoire. Ce lundi 23 mars, le Ministre norvégien de l'aide au développement appelait à la création d'un fonds d'appui aux pays en développement pour faire face à la pandémie : "la solidarité internationale à travers les frontières est plus importante que jamais", aurait-il déclaré. Dans ce contexte où les messages de solidarité sont essentiels pour donner de l'espoir et envisager l'avenir le plus sereinement possible, Entraide et Fraternité reste bien entendu en contact avec ses partenaires du Sud. Les informations qu'ils nous ont partagées nous permettent de mieux saisir leur contexte à l'aube de cette crise, ainsi que les conséquences pour leur travail aux côtés des communautés rurales.

## **Philippines : situation préoccupante**

La situation est préoccupante aux Philippines où les cas ne cessent d'augmenter (707 cas recensés <sup>1</sup>), avec un pourcentage de 7% de décès, plus élevé que la moyenne mondiale.

Les autorités ont pris des dispositions afin de s'aligner sur les recommandations de l'OMS. Toutes les activités publiques ont été suspendues et les rassemblements interdits. Les écoles sont fermées, tout comme les lieux de cultes. Les mesures de confinement limitent les déplacements en dehors des municipalités, il est recommandé de rester à son domicile. Cette

---

<sup>1</sup> Les chiffres mentionnés dans cette analyse datent du 26 mars 2020, source :

<https://gisanddata.maps.arcgis.com/apps/opsdashboard/index.html#/bda7594740fd40299423467b48e9ecf6>

situation affecte bien entendu le travail de nos partenaires. En effet, ils ont dû fermer leurs bureaux, les activités qui rassemblent plusieurs personnes ont été suspendues mais ils continuent à travailler de leur domicile en maximisant l'utilisation de téléphone et d'internet lorsque cela est possible. Ils continuent à suivre la situation des communautés dans cette crise.

Les partenaires philippins d'E&F s'assurent que l'approvisionnement alimentaire des familles d'agriculteurs ne pose pas de problème. Leur entreprise sociale se tient prête à les appuyer en approvisionnement de riz et de maïs en cas de manque. En effet, la période de récolte de riz vient de se terminer et les agriculteurs ont commencé à préparer les terres pour la prochaine saison de culture, en attendant que la pluie arrive. Selon certains paysans, les mesures de quarantaine permettent aux membres des familles d'agriculteurs de se concentrer sur leur travail agricole. Le travail de production agricole n'est pas interdit, mais il est nécessaire de respecter strictement la distanciation sociale.

Les mesures de confinement affectent spécialement les communautés les plus pauvres où les services sociaux sont limités. Les petits producteurs et artisans qui survivent au jour le jour grâce à la vente de leurs produits sur des **marchés informels** sont particulièrement touchés. En effet, les mesures de confinement limitent leurs **déplacements**, ce qui les empêche de se rendre dans d'autres municipalités pour vendre leurs produits. Le gouvernement n'a pas prévu d'aides et d'actions spécifiques pour soutenir ces populations qui se retrouvent dans des conditions particulièrement difficiles. De plus, la disponibilité de matériel tel que masques et désinfectant est limitée et certaines personnes profitent de la situation pour revendre ce matériel à prix élevé.

## Amérique latine et Caraïbes

L'impact du Covid-19 en Amérique latine a conduit plus de 9 pays de la région à adopter des mesures d'urgence extraordinaires.

Les partenaires d'Entraide et Fraternité ont suspendu les activités de développement organisationnel, de formation, de sensibilisation, de rencontres avec les plateformes, de visites sur le terrain, etc. Toutes les activités seront reprogrammées.

Au **Pérou** (480 cas recensés), le gouvernement a établi un état d'urgence nationale, et a rendu les mesures de confinement obligatoires pour sa population.

Au **Guatemala** (24 cas recensés), la paralysie du pays et des moyens de transports ainsi que l'interdiction de rassemblement affectent fortement **l'économie informelle**. Les personnes pauvres, petits producteurs et artisans communautaires qui vivent du peu qu'ils réussissent à vendre sur les marchés municipaux se retrouvent sans aucun revenu pour leur vie quotidienne. Beaucoup cherchent des **moyens de transport** alternatifs pour continuer à se déplacer et à commercer, mais cela signifie aussi plus de dépenses.

Un autre problème réside dans le fait que les **indications sanitaires à mettre en œuvre ne sont données qu'en espagnol et non dans les langues autochtones**. Cela limite donc leur application parmi les communautés indigènes isolées. De plus, de nombreux secteurs urbains

et ruraux manquent **d'eau potable** et les administrations municipales ne seraient pas en mesure de répondre à la demande.

Les partenaires guatémaltèques réfléchissent à des solutions à mettre en place, ce qui reste assez difficile vu l'immobilisation de leur personnel à leur domicile. COINDI<sup>2</sup> a néanmoins lancé un spot télévisé pour informer et sensibiliser aux mesures de prévention. Par ailleurs, nos partenaires se lancent dans la production de gel antibactérien, de savon liquide et dans la fabrication de masques pour soutenir l'économie des communautés. La capacité de rebondir et la créativité de nos partenaires apportent du réconfort dans cette situation difficile !

Au **Nicaragua**, il n'y a jusqu'à présent que deux cas de coronavirus. Contrairement à d'autres pays, le gouvernement n'a pas mis en œuvre de mesure particulière. Les partenaires ont quant à eux suspendu les activités et les réunions dans les communautés. Ils se concertent actuellement pour promouvoir un plan d'urgence pour renforcer la production alimentaire et les campagnes de prévention.

En **Haïti**, le Président annonce la quarantaine, le Ministre de la santé parle de confinement mais aucune mesure contraignante n'est mise en place afin d'assurer l'application des mesures. De plus, l'instabilité socio-politique actuelle du pays et la contestation du pouvoir en place font redouter un refus des mesures gouvernementales. « Il semble presque impossible à ce jour pour le pays de mettre la population en confinement et de le faire respecter », nous dit Ricot Jean-Pierre, coordinateur de la PAPDA<sup>3</sup>.

Notons que 8 cas ont été recensés à l'heure actuelle, faisant craindre une propagation, un an seulement après que le dernier cas de choléra ait été signalé, clôturant une pénible période d'épidémie suite au tremblement de terre de 2010.

Vu la dépendance d'Haïti par rapport aux importations, les organisations membres de la PAPDA craignent les retombées d'une possible fermeture des frontières pour la sécurité alimentaire dans le pays. Ils envisagent donc des mesures pour renforcer la production agricole et ont débloqué des fonds pour acheter 100 Kg de semences par organisation partenaire pour soutenir les paysans et assurer une alimentation et un revenu pour leur famille.

Au **Brésil**, la crise sanitaire se fait plus visible, avec 2554 cas enregistrés. Ses répercussions politiques font naître un véritable conflit entre le gouvernement fédéral et certains gouvernorats d'État. Ces derniers considèrent que les mesures de J. Bolsonaro ne sont pas assez strictes pour éviter une pandémie. Certains États brésiliens (comme celui de Saõ Paulo) ont fermé tous les commerces autres que l'alimentation et les pharmacies, de même que les entreprises et ont mis à l'arrêt les transports publics. Le Président Bolsonaro, quant à lui, semble « corona-sceptique », condamnant les mesures de confinement en évoquant « une certaine hystérie ». « Le virus est arrivé au Brésil, nous le combattons et ce sera bientôt fini. Notre vie doit continuer. Les emplois doivent être maintenus », a-t-il déclaré. La population ne semble pas convaincue par sa position puisque, selon nos partenaires, un mouvement d'opposition au Président d'extrême droite serait en train de se renforcer actuellement.

---

<sup>2</sup> Coopération indigène pour le développement intégral. <https://www.entraide.be/COINDI>

<sup>3</sup> Plateforme haïtienne de plaidoyer pour un développement alternatif. Voir <https://www.entraide.be/papda-672>

## Afrique : mesures d'urgence... ou déni

À **Madagascar**, 19 cas ont été recensés jusqu'à présent. Les aéroports sont fermés depuis la semaine dernière. Plus de 1200 personnes venant d'Europe ont été placées en confinement. Les rassemblements sont interdits. Pour le moment, le confinement ne concerne que deux régions de Madagascar, à savoir Antananarivo et Toamasina. Suite aux consignes données par l'Église via la conférence épiscopale de Madagascar, la Caritas Diocésaine d'Antsirabe a décidé de fermer ses bureaux du jeudi 26 mars au dimanche 05 avril 2020.

Le **Burundi** ne recense **officiellement aucun cas** de coronavirus. Néanmoins, les autorités ont pris des mesures de sécurité : l'aéroport vient de fermer pour 7 jours, toutes les demandes de visa pour les étrangers sont suspendues. En principe, toute personne arrivant par avion avant la fermeture devait être placée en « quatorzaine » en entrant au Burundi mais l'espace identifié pour accueillir les voyageurs est déjà en surcapacité. Par ailleurs, il existe un cruel manque de matériel pour faire des tests afin de diagnostiquer la maladie. Pour le reste, les écoles sont ouvertes, les stades, les marchés et les bars aussi. Les meetings politiques se tiennent, en amont de la **campagne électorale**.

En effet, le porte-parole de la présidence a confirmé la tenue de la campagne et des élections en mai prochain. « *La situation est au beau fixe. Le Burundi est une exception parmi d'autres nations, car c'est un pays qui a donné à Dieu la première place, un Dieu qui le garde et le protège de tout malheur (...). Que vous le croyiez ou non, le Burundi est un pays qui a signé un pacte spécial avec Dieu* » a-t-il déclaré pour clôturer sa prise de parole. Cette déclaration, conjuguée à l'absence apparente de cas sur le sol burundais et à la volonté de maintenir la campagne électorale et les élections suscite la méfiance au sein de la société civile qui redoute un déni de la réalité pour des fins politiques du pouvoir en place<sup>4</sup>.

Les partenaires d'Entraide et Fraternité continuent pour l'instant les activités de manière habituelle en attendant des nouvelles des pouvoirs publics. La semaine passée avait lieu la foire agricole de la synergie de nos partenaires (ACORD, UHACOM, CAM, ADEPE et OAP<sup>5</sup>). Tous étaient au rendez-vous et les coopératives étaient également nombreuses pour vendre leurs produits : une belle réussite !

En **République démocratique du Congo** (51 cas, 3 morts à Kinshasa), les dispositifs pour la prise en charge des cas sont quasiment inexistantes pour les provinces de cet immense pays. Alors que la capitale Kinshasa a été mise en quarantaine, beaucoup d'incertitudes sont de mise pour les associations partenaires d'E&F dans le Kivu, où l'épidémie d'Ebola laisse encore des traces<sup>6</sup> et où la surpopulation des quartiers de Bukavu rend inapplicables de nombreuses mesures de prévention annoncées le 18 mars par le gouvernement. Les écoles et universités sont fermées et les cultes sont annulés, les regroupements de plus de 20 personnes sont interdits. Le gouvernement communique peu et lorsqu'il le fait, c'est avant tout via twitter ou les réseaux sociaux. Or, toute la population n'a pas accès à internet.

---

<sup>4</sup> Voir : « Coronavirus: le Congo s'inquiète et s'organise, le Rwanda mobilise, le Burundi s'en remet à Dieu » in : *Le Soir*, 22 mars 2020 ; « Burundi: quelle riposte en cas de coronavirus? », 24 mars 2020, disponible sur [www.rfi.fr/fr/afrique/20200324-burundi-quelle-riposte-en-cas-coronavirus](http://www.rfi.fr/fr/afrique/20200324-burundi-quelle-riposte-en-cas-coronavirus)

<sup>5</sup> voir <https://www.entraide.be/-Burundi->

<sup>6</sup> <http://stories.lalibre.be/ebola--la-lutte-pour-la-vie/index.html>



En ce qui concerne les activités des partenaires, tout le monde est au bureau pour l'instant. Le CAB<sup>7</sup> a interdit aux agents de prendre les transports en commun : ils doivent se rendre au bureau à pied ou à moto. Les agents de terrain continuent à suivre les activités mais les réunions avec les coopératives sont annulées. L'APEF<sup>6</sup> a décalé toutes les formations prévues pour cette période ainsi que la tenue de différentes réunions.

Enfin, au **Rwanda** (41 cas), Eugène Niyigena d'APROJUMAP<sup>8</sup> témoigne : « *Ici au Rwanda, les mesures sont également drastiques. Je suis moi-même objet du confinement pour avoir assisté à une réunion du Forum des acteurs de la coopération belge tenue le 12 mars à l'ambassade de Belgique, réunion au cours de laquelle l'un des intervenants a été identifié comme porteur de coronavirus, le premier à être déclaré au Rwanda. Ce n'est pas facile mais on doit toujours suivre les instructions données pour se protéger et dans la mesure du possible protéger les membres de nos familles et l'entourage* ». Le gouvernement rwandais a pris une série de mesures pour stopper la propagation du Coronavirus sur son territoire, notamment le confinement et la fermeture de toutes ses frontières dès le samedi 21 mars pour une durée de deux semaines.

### « Se préparer au pire »

Plusieurs discours de ces derniers jours mettent en garde les pays pauvres en les appelant à se « préparer au pire<sup>9</sup> » pour affronter la vague de contaminations à venir sur leur territoire. Mais qu'est-ce que cela signifie dans des contextes où les infrastructures sanitaires, le matériel hospitalier, les médicaments, les nécessaires de protection et de dépistage seront insuffisants pour faire face à la multiplication de cas ? Vu la moyenne d'âge bien plus basse dans de nombreux pays du Sud qu'en Europe, particulièrement en Afrique, on peut cependant espérer que la population soit moins touchée par les complications sévères du Coronavirus.

Par ailleurs, cette épidémie, certes inédite parce que mondiale, affiche une mortalité relativement faible par rapport à d'autres maladies infectieuses et parasitaires (sida, paludisme, tuberculose...) qui continuent à frapper les pays du Sud<sup>10</sup>. Toutefois, son impact sur ces pays n'est pas à minimiser, particulièrement en termes **d'accentuation des troubles sociaux et économiques**, pouvant entraîner des épisodes de violence, comme on l'a vu au Sénégal, où des policiers chargés de faire respecter le couvre-feu s'en sont pris à des chauffeurs de taxi et d'autres citoyens<sup>11</sup>.

Cette pandémie met en lumière la difficulté d'appliquer des mesures de prévention dans des contextes où la population dépend des revenus journaliers, qu'ils soient issus de la vente de produits agricoles sur les marchés locaux ou du service de taxi. Comment faire pour survivre si tout déplacement et tout contact avec autrui est interdit ? Les aides de l'État sont bien

---

<sup>7</sup> Comité pour l'autopromotion à la base. Voir <https://www.entraide.be/Le-comite-ANTI-BWAKI>

<sup>8</sup> Association pour la promotion des jumelages et de l'amitié entre les peuples. Voir <https://www.entraide.be/APROJUMAP>

<sup>9</sup> Mention lors d'une déclaration du gynécologue Denis Mukwege (prix Nobel de la paix en 2018) le 25 mars pour encourager les mesures de prévention prises en RDC ; et du directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) du 18 mars.

<sup>10</sup> « Les pays pauvres face au coronavirus », Journal international de médecine, 24 mars 2020 : [http://www.jim.fr/e-docs/les\\_pays\\_pauvres\\_face\\_au\\_coronavirus\\_182309/document\\_actu\\_pro.phtml](http://www.jim.fr/e-docs/les_pays_pauvres_face_au_coronavirus_182309/document_actu_pro.phtml)

<sup>11</sup> « Couvre-feu au Sénégal: la police accusée de violences excessives », 25 mars 2020 : <https://www.mediapart.fr/journal/fil-dactualites/250320/couvre-feu-au-senegal-la-police-accusee-de-violences-excessives?onglet=full> : lien raccourci : <https://miniurl.be/r-2wzv>

souvent inexistantes dans ces pays où les populations sont habituées à compter avant tout sur leur capacité à se débrouiller et sur les liens communautaires.

Rappelons que dans la plupart des pays du sud, la crise permanente des services de santé est le résultat de près de quarante ans de politiques d'ajustement structurel imposées par la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI). Ces grands bailleurs de fonds ont conditionné leurs prêts à des politiques qui ont détérioré les systèmes de santé publique, en imposant des coupes budgétaires brutales. Suppression des postes de travail, des lits d'hôpitaux, augmentation du prix des médicaments, sous-investissements dans les infrastructures et les équipements, privatisations sont autant de mesures qui ont été appliquées par les gouvernements des pays débiteurs afin de rembourser la dette publique. Aujourd'hui, dans 46 pays classés « à faible revenu », le budget annuel affecté au paiement de la dette est supérieur aux dépenses publiques dans le secteur de la santé. Entraide et Fraternité appelle donc à la suspension du paiement de la dette (avec gel des intérêts) et à l'annulation de certaines dettes. Des mesures importantes qui devraient compter parmi les mesures immédiates à prendre face à la pandémie.<sup>12</sup>

## Promouvoir l'agroécologie - surtout - par temps de Coronavirus !

Si la crise que nous traversons est avant tout sanitaire, elle est également économique et socio-politique et révèle la fragilité et les injustices de notre système. Ce virus ne connaît pas de frontières mais il est évident que nous ne sommes pas tous égaux pour y faire face. En Belgique, la solution du confinement s'est rapidement imposée avec un système de santé réactif et efficace<sup>13</sup>. Pour les pays du Sud, les conséquences de la pandémie ont de quoi susciter de fortes inquiétudes, bien qu'il soit trop tôt pour en prendre la mesure.

En promouvant le renforcement des communautés rurales et la mise en œuvre de l'agroécologie, Entraide et Fraternité et ses partenaires du Sud contribuent à la résilience de notre système alimentaire et à la préservation de l'environnement. **En Belgique, comme au Sud, l'agriculture est un des seuls secteurs dont l'activité est maintenue en cette période d'épidémie.** Comme nous le rappelle cette crise sanitaire, soutenir une agriculture durable et productive qui prenne soin de la planète et qui fasse vivre dignement les paysans est donc une priorité vitale ! L'engagement d'Entraide et Fraternité au service de la solidarité internationale se poursuivra pour défendre, avec ses partenaires du Sud, un **modèle agricole résilient, localisé et agroécologique** d'une part<sup>14</sup>, et pour dénoncer les obstacles<sup>15</sup> à la mise en place de ce modèle d'autre part.

---

<sup>12</sup> lire à cet effet notre analyse La gestion calamiteuse du Coronavirus par la Banque mondiale et le FMI : <https://www.entraide.be/suspendre-la-dette-pour-sauver-des-vies>. Lien raccourci : <https://miniurl.be/r-2wzw>

<sup>13</sup> Un système fragilisé par les coupes budgétaires dont il a été l'objet ces dernières années, mais qui reste de qualité comparé à ceux des pays du sud.

<sup>14</sup> Malgré l'annulation de la venue de nos partenaires haïtiens pour la Campagne de Carême de Partage 2020, n'hésitez pas à vous informer et vous mobiliser avec Entraide et Fraternité : <https://www.entraide.be/vivre-le-careme-malgre-le-coronavirus>

<sup>15</sup> parmi lesquels le manque de régulation des entreprises par rapport à l'environnement et aux droits humains et les accords de libre-échange promouvant les intérêts de l'agro-industrie.